



FRANÇOIS HENRY

ÉCONOMIE INDUSTRIE

STMicroelectronics, symbole de la stagnation de

l'industrie européenne des puces électroniques

Par Olivier Pinaud

Publié aujourd'hui à 05h45, modifié à 10h24

Lecture 6 min.

Article réservé aux abonnés

Offrir l'article

Lire plus tard

DÉCRYPTAGE | Après une année de crise, le fabricant franco-italien prévoit 2 800 départs d'ici à 2027. Une crise conjoncturelle qui a mis au jour des difficultés plus structurelles : son modèle est remis en cause par l'IA et la concurrence asiatique.

L'Europe a-t-elle manqué, il y a trente ans, l'occasion de devenir le cœur mondial de l'intelligence artificielle (IA) ? Nous sommes au début de 1994. Un an après avoir créé Nvidia, le 5 avril 1993, à Sunnyvale (Californie), Jensen Huang, Chris Malachowsky et Curtis Priem cherchent une usine pour produire leur premier processeur graphique, le NV1, qui permet de faire tourner des jeux vidéo sur des ordinateurs personnels. Leur choix se porte sur un européen : SGS-Thomson, ancêtre de l'industriel franco-italien STMicroelectronics. Née en mai 1987, la société est le fruit du mariage du français Thomson Semiconducteurs et de l'italienne Societa Generale Semiconduttori (SGS), deux pionniers de la microélectronique du Vieux Continent.

Le NV1 ne rencontre pas un grand succès commercial. Mais, en

s'appuyant sur les usines et le savoir-faire de SGS-Thomson, Nvidia lance l'activité qui fera d'elle, trente années et plusieurs évolutions technologiques bien négociées plus tard, l'entreprise la plus chère du monde, la première à franchir, le 9 juillet, la barre des 4 000 milliards de dollars (3 400 milliards d'euros) de capitalisation boursière. Aujourd'hui, tous les moteurs d'IA utilisent des puces Nvidia pour leurs calculs et M. Huang, toujours aux commandes de la société, parcourt le monde avec les honneurs dus à un chef d'Etat.

En face, son partenaire historique vaut 136 fois moins (25 milliards d'euros) et seuls les spécialistes des semi-conducteurs connaissent le nom de son directeur général, Jean-Marc Chéry, nommé à la tête du groupe franco-italien en septembre 2019, une entreprise où il a fait toute sa carrière après ses débuts en 1986 chez Thomson Semiconducteurs.

Pire, pendant que Nvidia parade, STMicroelectronics traverse la crise la plus violente de son histoire. En 2024, son chiffre d'affaires a plongé de 23 %, passant de 17,3 milliards en 2023 à 13,27 milliards de dollars. Sa marge d'exploitation n'est plus que de 12,6 %, alors qu'elle était autour de 25 % les deux années précédentes. En 2024, l'action s'est effondrée de 50 %. Aux Etats-Unis, des cabinets d'avocats représentant des actionnaires s'estimant lésés ont engagé des procédures (actions collectives) pour tenter d'obtenir réparation.

Lire aussi | [L'Arizona, le « Silicon Desert », dopé par la guerre des semi-conducteurs](#)

Pour STMicroelectronics, le retour sur terre est d'autant plus violent qu'il est à contretemps de l'industrie. Selon le cabinet américain Gartner, les revenus du secteur des semi-conducteurs ont progressé de 21 % en 2024, portés par la demande de l'IA en microprocesseurs de calculs et par le rebond des puces de mémoire (DRAM et NAND), des produits que le franco-italien ne fabrique pas ou plus. Il a vendu sa filiale dans les mémoires en 2010. Ses grandes spécialités, ce sont les composants pour les industriels (énergie, médical, automates, machines-outils, appareils

ménagers...) et pour les véhicules électriques. Ce dernier domaine représentait 40 % de ses ventes en 2024.

Problème : censés apporter une certaine stabilité, l'un pouvant compenser l'autre en cas de ralentissement, ces deux marchés se sont écroulés simultanément à partir de la mi-2023, sous l'effet d'un mouvement de déstockage des composants accumulés par les clients industriels et du ralentissement de la transition vers la voiture électrique. La mauvaise passe de l'américain Tesla n'aide pas : le constructeur automobile d'Elon Musk est le premier consommateur des plaquettes en silicium de carbure produites par STMicroelectronics.

« Risque de frustration et de démobilisation »

Comme toute l'industrie des semi-conducteurs, le franco-italien est habitué à alterner phases d'accélération et de ralentissement. Mais jamais dans de telles proportions. Même l'éclatement de la bulle Internet au début du siècle n'avait pas provoqué de tels dégâts : en 2001, ses revenus avaient baissé de 19 %.

Newsletter abonnés

« La lettre éco »

Le regard du « Monde » sur l'actualité économique du jour

[S'inscrire](#)

« *Après deux années record en 2022 et en 2023, la direction était trop sûre d'elle et n'a pas vu venir la crise. C'est une erreur* », regrette Henri Errico, secrétaire CGT du comité de groupe européen de la société. Cette mauvaise appréciation a de lourdes répercussions. Le 31 octobre 2024, M. Chéry annonce un projet de « *remodelage de l'empreinte industrielle* » de l'entreprise, avec une spécialisation, par technologie, des différentes usines européennes du groupe et des mesures d'économies pouvant atteindre de 300 millions à 360 millions de dollars par an à l'horizon 2027.

Lire aussi | [STMicroelectronics : « L'Europe a encore des atouts à faire valoir dans les puces »](#)

En avril, le couperet tombe : ce « *remodelage* » entraînera 2 800 suppressions de postes, sur la base du volontariat, dont 1 000 dans l'Hexagone et le solde en Italie. L'industriel emploie environ 50 000 personnes dans le monde, dont 11 500 en France, réparties sur quatre sites principaux : Crolles (Isère), Rousset (Bouches-du-Rhône), Tours et Rennes. En Italie, il compte 12 700 salariés, avec deux grandes usines, l'une à Agrate Brianza (Lombardie), l'autre à Catane (Sicile).

En ajoutant les démissions et les départs naturels, ce sont près de 5 000 personnes qui pourraient quitter l'entreprise en trois ans, soit 10 % des effectifs, a précisé Jean-Marc Chéry, le 4 juin. Négocié en France dans le cadre d'un accord de gestion des emplois et des parcours professionnels, qui prévoit une série de mesures d'accompagnement, ce plan a été signé, le 30 juin, par trois organisations syndicales représentatives, CFDT, CFE-CGC et UNSA. Seule la CGT ne l'a pas validé.

Mandaté par le comité de groupe européen, le cabinet Secafi craint, entre autres éléments, dans son rapport remis fin juin, « *un risque de frustration et de démobilisation pour les salariés qui ne pourront pas partir en mobilité externe faute de places, ainsi que pour ceux qui n'auront pas d'opportunité de mobilité interne en cohérence avec leurs compétences* », ce qui pourrait entraîner « *désengagement et démissions* ». Le plan doit démarrer avant la fin de l'année.

Possible début d'amélioration

Ce « *remodelage* » industriel a déjà provoqué des secousses. La gouvernance, inchangée depuis la création de SGS-Thomson, garantit la parité entre la France et l'Italie. Cotée en Bourse, à Paris et à Milan, STMicroelectronics est détenue à 27,5 % par une holding contrôlée à 50-50 par Paris (par Bpifrance) et Rome (par le ministère des finances). Mais l'équilibre est fragile et chaque crise le fait vaciller.

En mai 2016, Emmanuel Macron, alors ministre de l'économie, tire à vue sur le directeur général italien de l'époque, Carlo Bozotti, lui reprochant de privilégier les dividendes aux investissements. Ce dernier venait d'annoncer l'arrêt de l'activité dans les décodeurs numériques et la suppression de 1 400 postes dans le monde, dont 430 en France. Début 2025, c'est l'Italie, inquiète des conséquences de la réorganisation pour les usines d'Agrate Brianza et de Catane, qui menace de destituer Jean-Marc Chéry. Finalement, après quelques semaines de fortes tensions, ce dernier est confirmé dans ses fonctions lors de l'assemblée générale du 28 mai.

Lire aussi | [Rome et Paris en conflit sur la gestion de STMicroelectronics](#)

« *On est sortis de cette zone de turbulences* » de gouvernance, a assuré, sur BFM Business le 7 juillet, Nicolas Dufourcq, le directeur général de Bpifrance et président de STMicroelectronics. Et « *quand le marché automobile, notamment électrique, va repartir, STMicroelectronics va repartir* », assure-t-il.

Les résultats du deuxième trimestre, qui seront annoncés jeudi 24 juillet, pourraient montrer un début d'amélioration, estimaient, le 30 juin, les analystes financiers de la banque américaine J.P. Morgan sur la foi, notamment, des « *déclarations du concurrent Microchip, selon lesquelles le déclin observé sur le marché des microcontrôleurs pourrait toucher à sa fin, les clients reconstituant leurs stocks* ».

Élément de souveraineté

Mais cette crise conjoncturelle a mis au jour des difficultés plus structurelles. STMicroelectronics, qui a repoussé de 2027 à 2030 son ambition d'atteindre les 20 milliards de dollars de chiffre d'affaires annuels, a-t-il les moyens de résister à la concurrence internationale ?
« *Les Chinois construisent 55 gigafactories et déversent leurs produits sur le*

monde entier », s'alarme M. Dufourcq.

Auditionné le 1^{er} avril par les sénateurs, dans le cadre de la commission d'enquête sur les aides publiques versées aux entreprises, Jean-Marc Chéry a expliqué que pour « *soutenir les besoins et atteindre une croissance de 10 % par an, notre industrie investit au moins 20 % de ses ventes [dans] la construction de ses usines et 15 % en recherche et développement* », soit, au total, en 2024, de 270 milliards à 280 milliards de dollars. Pour STMicroelectronics, c'était 2,5 milliards de dollars, à peine 1 % du secteur. En comparaison, Nvidia a dépensé cinq fois plus en recherche et développement en 2024. Le franco-italien ne peut pas boxer dans la même catégorie et s'est lancé tardivement, fin 2024, dans l'IA.

Lire aussi | [A Grenoble, l'agrandissement de STMicroelectronics relance la question du partage de l'eau](#)

STMicroelectronics est, avec l'américain Intel, lui aussi en difficulté, et le sud-coréen Samsung, l'un des derniers industriels des semi-conducteurs à ne pas déléguer, ou très peu, la fabrication de ses puces à des fonderies externes, la plupart situées en Asie. C'est pour lui l'assurance de contrôler la sortie de ses produits. Pour l'Europe, c'est aussi un élément de souveraineté après que la crise liée au Covid-19, apparue en 2020, eut révélé la dépendance du continent aux fonderies asiatiques, notamment celles du géant taïwanais TSMC. Mais avoir ses propres usines coûte très cher : annoncé en juillet 2022, et promis pour 2026, le projet d'extension du site de Crolles avec l'émirati GlobalFoundries représente 7,5 milliards d'euros d'investissements, dont 2,9 milliards de subventions de l'Etat.

Rien qu'en 2023, STMicroelectronics a perçu 487 millions d'euros d'aides, dont 334 millions de subventions et 119 millions de crédit d'impôt recherche. Des montants élevés au regard du faible montant d'impôt sur les sociétés payé par STMicroelectronics en France (une cinquantaine de millions d'euros), s'est étonnée la commission d'enquête du Sénat.

M. Chéry lui avait répondu par une question existentielle : « *Voulons-*

nous faire perdurer une société de semi-conducteurs en France et en Europe dans le panorama compétitif et les dynamiques de marché actuels ? »

Lire aussi | [Semi-conducteurs : ASML porté par le développement de l'IA](#)

Adopté en avril 2023, le Chips Act européen prévoit 43 milliards d'euros d'investissements publics et privés pour doubler, de 10 % à 20 %, le poids de l'Europe dans la production mondiale de semi-conducteurs d'ici à 2030. L'objectif ne sera pas atteint. Le 1^{er} juillet, dans *Le Figaro*, Bruno Le Maire, ancien ministre de l'économie devenu, le 1^{er} janvier, conseiller spécial du néerlandais ASML, premier fabricant mondial de machines pour l'industrie des semi-conducteurs, a reconnu cet « échec », mais a pourtant appelé à « *faire un Chips Act 2* ». En mars, la vice-présidente de la Commission européenne, Henna Virkkunen, a affirmé avoir commencé à y réfléchir.

Olivier Pinaud